

Convention collective nationale

IDCC : 7517 | **INGÉNIEURS ET CADRES D'EXPLOITATIONS AGRICOLES**  
**(2 avril 1952)**

(Étendue par arrêté du 13 octobre 1953,  
*Journal officiel* du 28 octobre 1953)

## Avenant n° 52 du 16 janvier 2023

NOR : AGRS2497015M

IDCC : 7517

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération nationale de la propriété privée rurale ;**

**Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ;**

**Fédération nationale entrepreneurs des territoires,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;**

**Fédération de l'agriculture CFTC Agri ;**

**Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FGTA FO,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Les organisations patronales et salariales conviennent de réviser la convention collective nationale des ingénieurs et cadres d'entreprises et exploitations agricoles du 2 avril 1952 afin de proposer aux entreprises le choix d'une structure tarifaire alternative pour la cotisation du régime frais de santé.

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent avenant ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés. En effet, les entreprises des branches sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de 50 salariés. Aussi, les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises des branches, y compris les TPE de moins de 50 salariés, et ce afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

## Article 1<sup>er</sup>

La convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 est modifiée comme suit :

À l'article 4 « Cotisations », le paragraphe 4.2 intitulé « Taux de cotisations et répartitions » est modifié comme suit :

### « 4.2. Taux de cotisations et répartitions

*Dispositions existantes, sans changement.*

Garantie de retraite complémentaire :

*Dispositions existantes, sans changement.*

Garanties de prévoyance :

*Dispositions existantes, sans changement.*

Retraite supplémentaire :

*Dispositions existantes, sans changement.*

Garantie complémentaire frais de santé :

La garantie complémentaire santé prévue au titre IV de la présente convention est financée par une cotisation santé mensuelle comprenant les taxes et contributions connues à la date du présent avenant.

La structure tarifaire de la cotisation est de deux types possibles, au choix de l'entreprise :

- soit “Uniforme” : une cotisation obligatoire couvrant le salarié et l'ensemble de ses ayants droit ;
- soit “Isolé/Famille” obligatoire : selon la situation familiale réelle du salarié, composée d'une cotisation obligatoire “Isolé” couvrant le salarié seul ou une cotisation “Famille” couvrant à titre obligatoire le salarié et l'ensemble de ses ayants droit.

L'entreprise a la possibilité de modifier annuellement le choix de la structure tarifaire.

La cotisation est répartie à raison de 50 % minimum à la charge de l'employeur et de 50 % maximum à la charge du salarié.

Le montant des cotisations exprimé en euros est précisé dans le tableau ci-après :

Tarifs TTC	Hors Alsace-Moselle	Alsace-Moselle
Uniforme	129 €	94 €
Isolé	75 €	55 €
Famille <sup>[1]</sup>	164 €	120 €

[1] La cotisation « Famille » inclut la cotisation « Isolé ».

Sans préjuger des augmentations nécessaires à l'équilibre technique du régime qui font l'objet d'une négociation entre les partenaires sociaux, la cotisation santé est indexée annuellement à hauteur de 50 % de l'indice national de la consommation médicale totale (moyenne sur les 3 dernières années), sauf décision ponctuelle des partenaires sociaux.

Par avenant des partenaires sociaux, toute nouvelle taxe, charge, contribution ou majoration de ces dernières qui entrerait en vigueur postérieurement à la date du présent avenant et dont la récupération ne serait pas interdite, pourra être répercutée sur la présente cotisation.

Dispenses d'affiliation à la garantie complémentaire santé :

*Dispositions existantes, sans changement.*

Cas particulier des couples travaillant dans la même entreprise :

*Dispositions existantes, sans changement.*

Cas particulier des employeurs multiples relevant du champ d'application de la présente convention :

*Dispositions existantes, sans changement. »*

À l'article 17 « Frais de santé », le paragraphe 17.1 intitulé « Objet et bénéficiaires » est modifié comme suit :

#### **« 17.1. Objet et bénéficiaires**

Les salariés visés à l'article 3 bénéficient d'une garantie frais santé à adhésion obligatoire, de type "Uniforme" ou "Isolé/Famille" selon le choix de l'entreprise, ayant pour objet de compléter les remboursements du régime de base.

Ainsi, bénéficient de la garantie frais de santé les salariés, en activité ou en situation d'exonération, ainsi que leurs ayants droit tels que définis à l'article 10.

Ces remboursements s'inscrivent dans le cadre du dispositif législatif relatif aux contrats dits "responsables". »

## **Article 2**

Les dispositions arrêtées au présent avenant prennent effet le 1<sup>er</sup> jour du trimestre suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*, et au plus tôt le 1<sup>er</sup> ..... 2023.

## **Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

*Fait à Paris, le 16 janvier 2023.*

(Suivent les signatures.)